



PARTI DES TRAVAILLEURS

5 octobre 1990

5 octobre 2015

Appel à la jeunesse togolaise : 25 ans après le soulèvement populaire, achevons notre révolution comme au Burkina Faso !

Il y a 25 ans, la jeunesse togolaise, à l'avant-garde du peuple togolais, se soulevait contre 23 années de dictature d'EYADEMA, de tortures, d'assassinats, de pauvreté, de misère, de chômage, de déscolarisation, d'animation politique forcée.

Comme nous en a informé **Têko-Djolé Firmin YOVODEVI**, l'un des organisateurs de la jeunesse étudiante d'alors, dans un témoignage par lequel il a voulu transmettre son expérience à la nouvelle génération de la jeunesse togolaise, les jeunes togolais qui ont fait l'octobre 1990 ne voulaient pas être en reste :

- **de la jeunesse d'Algérie** qui, par les manifestations populaires lancées à partir du 5 octobre 1989, força le parti-État qui gouvernait ce pays à faire des concessions importantes à son peuple quant à ce qui avait trait aux libertés publiques ;
- **de la jeunesse des deux Allemagnes** qui, au devant du peuple allemand, fit écrouler, le 9 novembre 1989, le mur de Berlin après plusieurs manifestations populaires qui sonnèrent la chute du régime de parti-État de la République Démocratique Allemande (RDA), marquant ainsi la fin du système politique de parti unique dans ce pays ;
- **de la jeunesse béninoise** qui, en janvier 1990, se porta au devant des manifestations qui éclatèrent au Bénin voisin, obligeant le dictateur Mathieu KEREKOU à accepter la convocation d'une conférence nationale, le 9 février 1990.

25 ans après, la jeunesse togolaise vit une situation plus tragique encore que celle qui prévalait sous EYADEMA lorsqu'éclata le soulèvement populaire du 5 octobre 1990.

En effet, alors qu'elle constitue aujourd'hui près de 75 % de la population, nous ne pouvons pas oublier que Faure Essozimna GNASSINGBE a abondamment fait couler le sang de cette jeunesse dans lequel il a marché pour aller s'asseoir dans le fauteuil présidentiel laissé vacant par le décès de son père EYADEMA, massacrant par centaines d'innocents citoyens, de février à mai 2005. Parce qu'ils opposèrent alors une farouche résistance à sa prise de pouvoir monarchique et illégale, les jeunes des villes et villages n'ont eu vie sauve qu'en se réfugiant dans les champs ou en s'exilant dans les pays voisins.

Pendant les 10 ans que Faure GNASSINGBE a passés au pouvoir, la dégradation de la situation de la jeunesse togolaise atteint un point tel aujourd'hui qu'elle ressemble à celle qui a conduit au soulèvement populaire du 5 octobre 1990. En effet :

— Dans le domaine scolaire et universitaire, nous assistons :

- * aux effectifs pléthoriques dans des salles des classes surchargées allant en moyenne de 100 à 180 élèves dans le primaire et le secondaire, des amphithéâtres dans lesquels les étudiants s'installent dès 4H du matin s'ils veulent y trouver une place ;
- * au manque d'enseignants et de formation pour ces derniers avec le blocage des écoles normales et le maintien du honteux statut d'enseignants volontaires, auxiliaires et vacataires gravement sous payés avec les insuffisantes cotisations de parents d'élèves démunis, à la création de classes à double niveaux, conduisant à une baisse drastique du niveau de l'enseignement ;
- * au manque d'ouvrages didactiques tant pour les enseignants que pour leurs élèves ;
- * à la privatisation de l'enseignement par le désengagement de l'Etat qui conduit à la cherté de la scolarisation et aux multiples malversations grevant l'enseignement privé où les plus grands escrocs s'enrichissent sur le dos des parents d'élèves au moment où, avec les milliards détournés, les dignitaires du régime RPT /UNIR vont scolariser leurs enfants à l'étranger ;
- * à la fermeture intempestive des établissements scolaires comme avant et au lendemain de la présidentielle du 25 avril 2015 au bon plaisir d'un Faure GNASSINGBE peu soucieux de la réussite scolaire de la jeune génération ;
- * à la répression des manifestations dans les universités de Lomé et de Kara d'où nombre d'étudiants ont été exclus pour avoir combattu le manque d'infrastructures, moyens et enseignants nécessaires à la bonne application du système LMD ;

— Chez les jeunes travailleurs, nous assistons :

- * à la surexploitation des jeunes ouvriers surtout par des négriers étrangers qui viennent faire honteusement leur fortune sur leurs dos et par des dignitaires du régime dont les entreprises les volent sur les chantiers de la République qu'ils surfacturent pourtant à l'Etat afin de détourner les milliards qu'ils se partagent ;

* à la recrudescence des accidents mortels de travail du fait des conditions de surexploitation imposées à travers le non respect des règles d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ;

* à la généralisation des salaires de misère n'atteignant souvent même pas le niveau du SMIG togolais, le plus bas de la sous-région avec 33 875 F CFA, salaires dont le pouvoir d'achat est en constante baisse sous l'effet du renchérissement du prix des produits de première nécessité et de l'ensemble des services ;

* à la généralisation du chômage qui touche plus de 90% des actifs urbains, poussant nombre de jeunes hommes et filles à recourir aux métiers dévalorisés tels que le manœuvrage, les portefaix, les dockers occasionnels pour ne pas succomber aux fléaux, du vol qui les envoie remplir et surpeupler les prisons, de la drogue, de l'alcool ou de la prostitution qui les détruit ;

* à la généralisation du chômage qui laisse sur le carreau une masse de jeunes obligés de se reconverter en conducteurs de moto-taxis - « zémidjans » qui se saignent pour rembourser les prêts usuraires nécessaires à l'acquisition des motos, ce qui les pousse à maximiser leurs gains par la prise de drogues tel le TRAMADOL ou d'alcool pour travailler au-delà de leurs forces ;

* à la ruine de la jeunesse paysanne gravement décimée par l'alcoolisme par manque de moyens et de perspectives avec une agriculture dont l'archaïsme ne permet plus de subvenir dignement aux besoins des paysans ;

* à l'expatriation forcée de secteurs entiers de la jeunesse togolaise qui, ne trouvant aucune perspective d'avenir à vivre au pays, émigrent vers d'autres pays d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique, dans de terribles conditions qui les font souvent mourir en traversant des océans comme la Méditerranée ou vivre précairement comme émigrés clandestins en y arrivant.

Qui est responsable ?

Oui, de toute cette situation, il n'y a pas l'ombre du moindre doute : c'est bel et bien Faure Essozimna GNASSINGBE et les dignitaires de son régime RPT/UNIR qui sont responsables comme l'a dit Faure en révélant l'existence d'une « *minorité qui accapare les richesses du pays* », privant la jeune génération de ses droits ;

Résistons et organisons la résistance !

C'est parce que la jeunesse scolaire, étudiante, laborieuse et sans travail sait que Faure Essozimna GNASSINGBE et les dignitaires de son régime RPT/UNIR sont responsables qu'ils n'ont jamais cessé de leur résister :

- dans les universités de Lomé surtout à Kara où les étudiants ont occupé la ville en novembre 2011 ;
- en descendant depuis 3 ans comme jeunes scolaires dans les rues des grandes villes du pays pour soutenir, par centaines de milliers, leurs enseignants en grève, payant cette audace du prix de leur sang comme Anselme SINANDARE et Sinalengue DOUTI, lâchement assassinés à Dapaong ;
- en se mobilisant par milliers comme jeunes enseignants en grève à l'appel de la STT, pour leurs justes revendications ;
- en se révoltant comme jeunes zémidjans dans les rues de Lomé, le 12 juin dernier, contre les rackets policiers ;
- comme jeunes transitaires et dockers, au Port autonome de Lomé, mobilisés contre la remise en cause de leurs droits ;

Appel à la jeunesse togolaise :

En cette solennelle occasion de la commémoration du 25^e anniversaire du soulèvement populaire du 5 octobre 1990, nous prenons l'initiative de lancer cet appel aux jeunes scolaires, étudiants, travailleurs, paysans, zémidjans : réveillons-nous !

Nous sommes une force qui ignore sa puissance !

N'oublions pas qu'en étant un tout petit nombre, ceux qui ont fait le 5 octobre 1990 ont mis à genoux EYADEMA et l'ont contraint à :

- Libérer les jeunes emprisonnés ;
- Rétablir l'hymne national de l'indépendance : « *Terre de nos aïeux* » ;
- Restaurer les libertés d'expression, de presse et de parole ;
- Restaurer le pluralisme politique avec la création des partis politiques qui a mis fin au parti unique RPT et son « animation » ;
- Restaurer l'indépendance syndicale avec le droit pour les travailleurs de constituer leurs propres organisations ;

Comme ces devanciers, apprenons de leur expérience pour mieux nous organiser par nous-mêmes afin d'achever l'œuvre qu'ils ont commencée le 5 octobre 1990, à l'instar de la deuxième révolution burkinabè qui vient d'achever celle d'il y a un an.

Ne nous laissons plus manipuler, ni par ceux du régime UNIR/RPT qui achètent la conscience des jeunes tous les 5 ans pour qu'ils cautionnent le maintien de la dictature et la situation sociale catastrophique qui leur profite mais détruit la jeunesse, ni par les « leaders » pourris et incapables de l'opposition qui nous sacrifient en nous poussant sur les barricades où on nous tue après les mascarades électorales pour aller ensuite satisfaire leurs intérêts personnels en collaborant avec le régime RPT/UNIR.

Refusons la démoralisation : Défendons nos droits !

Le Togo est à nous et ses richesses aussi :

* Disons : « *Non !* » aux milliardaires parvenus qui s'accaparent ce qui nous est dû et insultent notre dignité

* Exigeons une juste répartition de nos richesses, une scolarisation décente, la santé et des emplois décents pour tous.

Réunissons-nous et discutons-en !

Lomé, le 5 octobre 2015